



FINANCES
PUBLIQUES



Déclaration Liminaire / CSAL du 07/10/2025

Monsieur le Président,

Le 18 septembre et le 20 octobre 2025, des centaines de milliers de français étaient grévistes, et sont descendus dans la rue pour manifester leur ras-le-bol, leur colère et exprimer leur rejet des gouvernements Bayrou, puis Lecornu, et pour réclamer une meilleure justice fiscale et sociale, et obtenir le recul de l'insécurité et l'augmentation du pouvoir d'achat entre autre.

On peut parler de réussite, car ces manifestations ont été suivies massivement.

Cependant, l'ultimatum lancé au gouvernement par l'intersyndicale avait-il seulement une chance d'être entendu devant une telle instabilité politique, voire même des blocages politiques depuis hier suite à la démission du 1^{er} ministre ?

La situation est catastrophique, la France est dans l'impasse.

Dans ce climat général si délétère, il est de plus en plus légitime de se poser des questions sur l'avenir de notre République, que ce soit au niveau social, économique ou environnemental.

Devant l'explosion du surendettement des particuliers, de l'augmentation des faillites des entreprises, de la persistance du chômage, et d'un déficit public des plus élevés, s'est instaurée cette sacro-sainte politique d'austérité.

Et comme le dit si bien la chanson, « comme d'habitude », c'est encore aux fonctionnaires d'en payer le prix, et de subir la mauvaise gestion budgétaire, réalisée par les différents gouvernements précédents.

Encore 550 suppressions d'emplois à la DGFIP en 2026, et ne parlons de l'année 2027 : Trop, c'est trop ! Nous refusons d'être les boucs-émissaires.

A l'avenir, comment le service rendu à l'utilisateur pourra-t-il être correctement exécuté dans nos services ?

Est-ce que l'IA, si chère à Bercy, parviendra-t-elle un jour à aider une population vieillissante à remplir sa déclaration de revenus ou simplement à compléter un formulaire de mensuralisation ?

Alors même qu'on constate actuellement à un assistanat croissant de la population en général.

Est ce ainsi ? En coupant le peuple des services vitaux que la situation de la France va s'améliorer ?

Nous ne le pensons pas !

Les politiques devraient au contraire renforcer la mission du service public, indispensable à l'aménagement du territoire, et accompagnatrice à la nécessaire réindustrialisation du pays.

Et il y a bien d'autres mesures envisageables pour réduire le déficit :

- * Lutter plus efficacement contre la fraude, et l'évasion fiscale, davantage taxer le capital et les dividendes, mieux anticiper en amont les projets territoriaux, qui se révèlent parfois être de véritables gouffres financiers et qui accentuent le gaspillage de l'argent public .

Et consécutivement à cette dégradation socio-économique constante, on peut constater avec effroi, l'accélération inquiétante des incivilités depuis ces dernières années dans les différents services de la DGFIP, avec notamment davantage d'agressions verbales, de menaces physiques et d'autres atteintes plus graves encore.

Pour preuve, le 23 septembre 2025, un grave incident est survenu au SGC de Cusset dans le département de l'ALLIER : Une contribuable a aspergé une collègue de l'accueil d'un produit inflammable, et a tenté de mettre le feu avec un briquet, qui fort heureusement, n'a pas fonctionné. L'issue aurait pu être fatale.

Car oui, les agents de la DGFIP sont en première ligne, face au mal être des usagers, à la paupérisation de la population et là a détresse sociale.

Alors nos collègues de l'accueil physique et téléphonique doivent « s'armer » comme ils le peuvent, tout en continuant d'assurer leurs missions avec toujours autant de conscience professionnelle, qui doit être reconnue, en dépit d'une considération et d'une attention qui ne sont pas toujours au rendez-vous.

Suite à ces incidents, des arrêts maladies sont inévitables et nécessaires.

Et il s'avère que c'est la double peine pour nos collègues, choqués ou en détresse morale, en constatant que leur salaire sera imputé de 10 %, en plus de l'application du jour de carence, sous prétexte de limiter l'absentéisme, jugé trop important par le gouvernement : Un comble !!

La priorité de nos dirigeants en matière de santé publique en 2025 ne devrait-elle pas être la santé mentale ?

Oui, Monsieur le Président, les conditions de travail n'ont jamais été aussi compliquées et difficiles pour les agents de la DGFIP.

C'est pourquoi, l'alliance **CFDT/CFTC** réclame toujours :

- encore plus de sécurité pour les agents,
- la défense du statut des fonctionnaires,
- l'arrêt des suppressions d'emploi et de l'annonce du non-remplacement systématique d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite,
- l'abrogation du jour de carence et de la baisse de 10 % des rémunérations pendant les arrêts maladies,
- le dégel du point d'indice et la revalorisation de la grille indiciaire,
- le rétablissement d'une fiscalité juste et équitable, et la taxation des plus riches et l'allègement des contributions des classes moyennes et des plus pauvres.

Plus que jamais nos revendications doivent être entendues.

Car, de toute évidence, le constat est sans appel :

Lorsqu'un Etat de droit s'affaiblit, il s'installe le septicisme, la suspicion, le désordre et l'insécurité, des maux qui désagrègent insidieusement notre démocratie.